

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 25 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

URSOVAL

Lieu-dit La Galinière – RD7N
13790 Châteauneuf-Le-Rouge

Références : UD95 – 2025 – 147
Code AIOT : 0006520827

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2025 dans l'établissement URSOVAL implanté 11 rue du noyer à la malice - ZAC de la Butte aux Bergers à Louvres (95380). Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre d'une action départementale de contrôle des entrepôts. L'objectif est de vérifier de manière inopinée si les conditions d'exploitation de l'entrepôt sont conformes aux dispositions réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- URSOVAL
- 11 rue du noyer à la malice - ZAC de la Butte aux Bergers - 95380 Louvres
- Code AIOT : 0006520827
- Régime : Autorisation

La société URSOVAL est bailleur et exploitant, au sens de la réglementation ICPE, d'un entrepôt situé sur la commune de Louvres mis en service en janvier 2021. Cet entrepôt est composé de 4 cellules occupées par deux locataires.

La société BA&SH Logistique occupe la cellule A au sud de l'entrepôt et une zone de bureaux. La société gère la logistique pour la société de vente de vêtements BA&SH.

La société SeD Logistique occupe les cellules B, C et D, la seconde zone de bureaux et les locaux sociaux. Elle gère actuellement des activités de logistique dans le milieu hospitalier et de l'alimentaire.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des stocks et plan des locaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11	Demande d'action corrective	2 mois
9	Maintenance	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23	Sans objet
3	Stockage extérieur avec risque incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2	Sans objet
4	Stationnement des véhicules et gêne de la voie pompiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1	Sans objet
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9	Sans objet
7	Recharge de batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17	Sans objet
8	Travaux avec point chaud	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 20	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté des non-conformités susceptibles de présenter des inconvénients et des risques pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

L'exploitant doit apporter des mesures correctives à ces non-conformités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks et plan des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. [...] L'état des matières stockées [...] accessible à tout moment [...] ----- L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : - des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
Constats : Lors de la visite, l'inspection s'est rendue sur les cellules exploitées par les deux locataires SED et BA&SH : <ul style="list-style-type: none">• pour les cellules exploitées par SED, le locataire dispose d'une version imprimée des produits dangereux stockés sur le site. Pour les produits non dangereux, il a été en mesure d'indiquer qu'il stocke environ 31 000 palettes pour un client dans le milieu hospitalier et 500 palettes de produits alimentaires en se basant sur les données de son logiciel de gestion d'entrepôt. En revanche, il ne dispose pas de moyen de mise à disposition de l'état des stocks pour les services de secours à tout moment (y compris en période fermée). Par ailleurs, les informations fournies ne sont pas structurées pour servir aux besoins des secours.• pour la cellule exploitée par BA&SH, le locataire a indiqué qu'il dispose de 600 000 pièces d'habillement. Il ne dispose pas non plus de moyen de mise à disposition de l'état des stocks pour les services de secours. Ces éléments permettent de constater que l'exploitant n'a pas mis en œuvre de moyen permettant de mettre à disposition des services de secours, à tout moment, l'état des stocks. Non-conformité n°1 : Contrairement aux articles 1.4 et 3.5 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées accessible à tout moment et pouvant servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel. L'inspection rappelle qu'un modèle d'état des stocks a été transmis par courrier du 8 janvier 2024, co-signé par le SDIS 95 et l'inspection des installations classées. L'exploitant doit convenir avec ses locataires de moyens visant à mettre à disposition des secours l'état des stocks de l'ensemble de l'entrepôt et les plans associés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense incendie
Prescription contrôlée : Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du plan de défense incendie chez le locataire SED. En revanche, l'inspection a constaté que le personnel présent n'avait pas connaissance de l'existence ce document. L'inspection a constaté que le locataire BA&SH dispose également du plan de défense incendie et que son document a été adapté à son organisation. Dans le plan de défense incendie, l'inspection a notamment constaté la présence de schémas d'alerte distinguant les périodes ouvrées et non-ouvrées et la présence d'un plan des murs coupe-feu. En revanche, le plan des murs coupe-feu n'indique pas la localisation des portes piétonnes et des portes coupe-feu coulissantes. Remarque : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que les employés de ses locataires ont connaissances de l'existence d'un plan de défense incendie. L'exploitant doit définir une organisation pouvant être mise en œuvre en cas de sinistre. Remarque : Le plan des murs coupe-feu joint au plan de défense incendie doit être revu afin d'indiquer la localisation des portes coupe-feu.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Stockage extérieur avec risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage extérieur
Prescription contrôlée : La distance entre les parois externes des cellules de l'entrepôt et les stockages extérieurs susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie n'est pas inférieure à 10 mètres. Cette distance peut être réduite à 1 mètre : <ul style="list-style-type: none">- si ces parois, ou un mur interposé entre les parois et les stockages extérieurs, sont REI 120, et si leur hauteur excède de 2 mètres les stockages extérieurs ;- ou si les stockages extérieurs sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie.
Constats : L'inspection n'a pas constaté de stockage en extérieur dans la partie de l'entrepôt louée par la société SED. L'inspection n'a pas constaté de stockage en extérieur dans la partie de l'entrepôt louée par la société BA&SH, à l'exception de deux bennes de déchets reliées au quai. Ces bennes disposent d'une protection par une extinction automatique incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Stationnement des véhicules et gêne de la voie pompiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité pour les secours
Prescription contrôlée : Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que la voie engins et les aires engins étaient dégagées. Les véhicules présents étaient convenablement garés et ne gênaient pas en cas d'intervention des secours.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Prescription contrôlée : Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
Constats : Lors de l'inspection, les deux locataires n'ont pas été en mesure d'indiquer comment est réalisé le confinement des eaux d'extinction incendie en cas de sinistre. Le locataire BA&SH a été en mesure d'indiquer que le bassin situé au sud-ouest sert au confinement des eaux incendie. En revanche, il n'a pas été en mesure d'indiquer quelle vanne est à contrôler en cas d'incendie. L'inspection note que le PDI indique qu'une mission du « RESPONSABLE SECURITE » en cas de sinistre est de <i>"s'informer de la fermeture effective de la vanne martelière des bassins de rétentions ou le cas échéant la fait fermer"</i> . En revanche, le PDI n'indique pas la démarche à suivre pour réaliser cette action. Non-conformité n°2 : Contrairement à l'article 11 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne dispose pas de consigne opérationnelle permettant de s'assurer qu'en cas de sinistre, l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués seront correctement recueillis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage. Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m ² ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes : 1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ; 2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum. [...]
Constats : Lors de la visite des cellules occupées par SED, l'inspection a constaté que le stockage est réalisé exclusivement en rack. Les allées sont dégagées et les hauteurs de stockage constatées ne sont pas de nature à gêner l'extinction automatique. Lors de la visite de la cellule occupée par BA&SH, l'inspection a constaté que le stockage est réalisé rack, en étagère, en masse et en mezzanine sur cintre. Les allées sont correctement dégagées et les hauteurs de stockage constatées ne sont pas de nature à gêner l'extinction automatique. L'inspection a toutefois constaté une palette de nature à gêner l'accès à un extincteur. Le reste de la cellule est correctement organisé. Remarque : L'inspection demande à ce qu'un rappel des enjeux de sécurité d'un stockage correct soit réalisé dans la cellule de BA&SH (issues de secours dégagées et accès aux extincteurs et RIA).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Recharge de batteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Recharge de batteries
Prescription contrôlée : La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. Dans le cas d'un stockage automatisé, il n'est pas nécessaire d'aménager une telle zone.
Constats : L'inspection a constaté que les deux locataires disposent de locaux de charge de chariots élévateurs. L'inspection n'a pas constaté de recharge de chariots élévateurs hors de ces locaux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Travaux avec point chaud

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 20
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux avec point chaud
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque
Constats : L'inspection n'a pas constaté de travaux par point chaud dans les cellules de l'entrepôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment)
Constats : Lors de la visite de l'entrepôt, l'entretien des RIA, des extincteurs, des commandes de désenfumage, des portes coupe-feu piétonnes et des portes coupe-feu coulissantes a été contrôlé par sondage : <ul style="list-style-type: none">• dans la cellule de SED, les extincteurs ont été contrôlés en janvier 2025 ;• dans la cellule de BA&SH, les extincteurs ont été contrôlés en octobre 2024 ;• les RIA ont été contrôlés les 7 et 8 février 2024 ;• les portes piétonnes ont été contrôlées dans les deux cellules en avril 2024 ;• les blocs de désenfumage ont été contrôlés le 11 décembre 2024 ;• les portes coupe-feu coulissantes dans la cellule de SED ont été contrôlées en avril 2024.• la porte coupe-feu coulissante dans la cellule de BA&SH vers le local de charge a été contrôlée en février 2023 selon le sticker sur la porte coupe-feu. Selon le responsable de la société BA&SH, cette porte a été contrôlée en même temps que les portes coupe-feu coulissantes de SED. En revanche, il ne disposait pas de rapport de contrôle démontrant ce contrôle. Dans les cellules de SED, le personnel a indiqué que la porte coupe-feu coulissante entre les cellules D et C ne se ferme pas lors des tests. Cette défaillance est ancienne selon le personnel. Aucune mesure temporaire n'est prise, notamment la nuit, pour fermer cette porte coupe-feu manuellement et éviter le risque de propagation d'un incendie entre les cellules. Non-conformité n°3 : Contrairement à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, l'exploitant ne met pas en place une maintenance suffisante des portes coupe-feu afin qu'elles soient fonctionnelles. L'exploitant doit démontrer la remise en fonctionnement rapide de la porte coupe-feu coulissante entre les cellules C et D. L'exploitant devra également transmettre le dernier rapport de vérification de la porte coupe-feu du local de charge de BA&SH et démontrer que cette porte est contrôlée annuellement. Remarque : L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer que le prochain contrôle des RIA est prévu prochainement pour respecter le délai d'une année entre 2 contrôles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois